

# L'ÉTHIQUE AU CŒUR DES EXIGENCES




L'ENTREPRISE ET  
SON COMPORTEMENT  
DANS LE VISEUR DES  
INVESTISSEURS



# ATTENTES EN MATIÈRE D'ÉTHIQUE

L'obligation pour les entreprises de « faire ce qui est juste » n'est pas nouvelle. Tout comme celle de prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir les pratiques non éthiques et criminelles. Car ces dernières peuvent fortement impacter la réputation de la marque, la stabilité du management, l'état d'esprit des employés ou encore les profits. Quantité d'indices montrent que les entreprises ont commencé à intégrer ces nouveaux risques, démultipliés aujourd'hui par la mondialisation du commerce et des réglementations, l'activisme croissant des consommateurs et la vitesse de propagation des informations sur les réseaux sociaux.



# « LA BIENVEILLANCE EST LE SEUL INVESTISSEMENT QUI TIENT TOUJOURS SES PROMESSES »

– *Henry David Thoreau, écrivain et philosophe américain (1817-1862)*

## G

Gouvernements et régulateurs de tous pays subissent aujourd’hui des pressions constantes pour mettre en œuvre des contrôles sectoriels, durcir les réglementations en vigueur et infliger des sanctions toujours plus conséquentes. Car les actionnaires, les investisseurs et les consommateurs n’hésitent plus à critiquer les comportements douteux sur le web et les réseaux sociaux ou encore, à constituer des actions de groupe susceptibles de déboucher sur des sanctions conséquentes. De simples memes ou vidéos, à première vue sans importance, mais associant des entreprises à des conduites éthiques douteuses ou à des infractions criminelles, peuvent ainsi être lourdes de conséquences. En cas de buzz notamment, la gestion de crise sera non seulement longue mais aussi extrêmement coûteuse et nuisible en terme d’image pour les entreprises visées.

Les domaines dans lesquels il est possible de commettre des infractions sont nombreux. On peut citer par exemple les malversations financières, la fraude, la corruption active et passive, l’évasion fiscale, le blanchiment d’argent, le non-respect des sanctions, les violations des droits de l’homme ou encore les impacts et atteintes à l’environnement. Les cadres sont plus que jamais sous les feux des projecteurs et tenus responsables dans une atmosphère de défiance sans précédent vis-à-vis des entreprises, entretenue parfois par des révélations sordides impliquant des institutions parmi les plus renommées. Le retour de bâton des consommateurs, fait de mépris et d’aversion, peut être virulent, même après évictions ou démissions des cadres impliqués.

Les investisseurs associent donc de plus en plus comportements éthiques et décisions éclairées au niveau environnemental et social à des perspectives de profit à long terme. Au niveau institutionnel, ils sont soucieux de limiter leurs risques et d’investir les fonds de leurs clients dans des entreprises responsables. Nous sommes entrés dans une ère d’attentes en matière d’éthique où le comportement des entreprises est plus que mis sous surveillance. Toute entreprise qui ignore ces signes du temps le fait donc à ses risques et périls.

# « L'ÉTHIQUE EST LE NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE »

– Peter Robinson, DG, David Suzuki Foundation 2008-2017

## DE LA NÉGLIGENCE À LA VIGILANCE : LA DÉCISION DE WALMART

Walmart, accusé de corruption active suite aux actions de certains de ses employés basés au Mexique, en Chine, en Inde et au Brésil, n'aura pas attendu l'issue des investigations de la justice américaine (toujours en cours à l'heure où nous publions ce livre blanc) pour faire évoluer ses pratiques éthiques et de conformité. Comme l'indique le professeur Mike Koehler, éditeur du blog FCPA professor : « *Quoi qu'il se soit ou non passé chez Walmart ces 5 ou 10 dernières années, il est clair que Walmart est récemment devenu un exemple en matière de bonnes pratiques de conformité FCPA. Nous sommes très loin de l'idée de « service minimum » lorsque l'on dépense 250 millions de \$ pour améliorer sa conformité FCPA<sup>1</sup>.* »

Comment Walmart est-il passé de « mauvais élève » à « 1<sup>er</sup> de la classe » ? Parmi les mesures anti-corruption mises en place, Walmart a choisi de déployer une solution technologique pour identifier parmi ses fournisseurs, ses partenaires, ses consultants et ses distributeurs, les personnes

qui pourraient représenter un risque de conformité.

En parallèle, Walmart s'est appliqué à développer et à améliorer ses procédures anti-corruption : évaluation des risques propres à son marché, mise en place d'audits sur les Personnes Politiquement Exposées (PPE), sur les clauses contractuelles engageant ses prestataires et partenaires commerciaux, sur l'archivage ou encore les déclarations et les investigations lorsque des accusations de violation de l'intégrité sont émises.

Dans son rapport sur son programme de conformité mondial, Walmart affirme : « *Les efforts décrits ici sont conçus pour gagner et conserver la confiance des clients, des associés, des investisseurs et du public. En évaluant et améliorant continuellement la formation du personnel de l'entreprise, de ses processus et de ses systèmes, Walmart veut prouver à tous son haut degré d'exigence et sa volonté de répondre aux attentes les plus élevées<sup>2</sup>.* »



## DES ACTIONNAIRES UNIS DANS L'ACTION

Les actions collectives (class actions) font désormais parties du paysage juridique et sont devenues des leviers privilégiés pour lutter contre les manquements des entreprises en matière d'éthique et de conformité.

Une action de groupe (poursuite, action représentative) est une sorte de procès dans lequel l'une des parties prenantes représente un ensemble de personnes, comptant une trentaine d'individus voir plus fréquemment des centaines, des milliers, voire des millions de plaignants. Ces personnes sont représentées collectivement par un membre du groupe. Les questions de droit ou de faits sont d'intérêts communs.

La plupart des actions collectives sont intentées par des anonymes et/ou des investisseurs institutionnels, ayant détenu ou vendu les titres d'une entreprise durant un certain temps et subi des dommages suite à une violation des lois, au niveau financier notamment. Avec le développement de la réglementation internationale sur l'éthique - dans le domaine de la corruption, du blanchiment d'argent ou encore du financement du terrorisme - les actions se multiplient, stimulées notamment par des affaires fortement médiatisées, ayant créé des précédents juridiques.

Le montant des sanctions (pouvant atteindre jusqu'à plusieurs millions de dollars) a par ailleurs amené le développement de sociétés juridiques spécialisées en actions de groupe. Ces sociétés sont parfois instigatrices et regroupent des plaignants qui sans elles ne disposeraient pas des fonds pour réclamer une compensation.

L'IPS (*Institutional Protection Services*), une entreprise basée à Londres, qui aide les sociétés à récupérer les fonds qui leur sont dus dans le cadre d'actions de groupes, estime qu'entre 300 et 400 nouvelles actions de groupes d'actionnaires sont enregistrées chaque année dans une vingtaine de juridictions en Amérique du Nord, en Europe, en Asie, en Afrique et en Australie. « *De récentes recherches montrent que près des 2/3 de ces affaires trouvent une solution* » selon l'IPS. « *Les actions de groupe d'actionnaires américains à elles seules ont rapporté plus de 60 milliards de \$ aux investisseurs durant les dix dernières années*

*et les recouvrements des procès hors États-Unis devraient atteindre les 8 milliards de \$ annuels selon d'autres sources du secteur<sup>3</sup>.*

Le rythme de ces actions, selon une étude du *NERA Economic Consulting* relayée par Reuters en Juin dernier, aurait considérablement augmenté pour atteindre une action de groupe par jour en 2017. Au total, 432 recours d'actionnaires ont été lancés à l'encontre de sociétés ayant communiqué de faux bilans financiers, fait des déclarations erronées ou dissimulé des informations sur leurs activités ou des fusions ; soit une augmentation de 44 % par rapport à l'année 2016<sup>4</sup>. Près de la moitié de ces poursuites contestait la pertinence d'opérations de fusions. Mais d'autres types d'affaires se sont également développées. Parmi les cas les plus emblématiques, la sanction proclamée à l'encontre du groupe pharmaceutique Salis, d'un montant 210 millions de \$, pour avoir falsifié son inventaire.





## DESTRUCTION DE LA VALEUR DE L'ACTION

Le manquement supposé de la banque australienne CBA (*Commonwealth Bank of Australia*) relatif à ses systèmes anti blanchiment et antiterroriste illustre la manière dont les actions de groupe peuvent monter en puissance et se multiplier.

En 2017, l'AUSTRAC (*Australian Transactions Reports and Analysis Centre*) lance des poursuites civiles contre CBA. La banque est accusée de ne pas avoir déclaré 53.700 dépôts de plus de 10.000\$ et de ne pas avoir respecté les limites autorisées, sur une période de 3 ans et ce jusqu'en septembre 2015<sup>5</sup>.

Suite à ces révélations, le prix de l'action CBA plongea en bourse et une première action de groupe fut

lancée, avançant que la direction de la banque avait connaissance des manquements potentiels dès le second semestre de 2015 mais avait omis d'en informer les actionnaires durant deux ans. Quatre gros fonds de pension américains ont depuis rejoint une seconde action de groupe réclamant des compensations plus importantes pour toutes les personnes détenant des actions depuis plus longtemps que la période couverte par la 1<sup>ère</sup> action de groupe.

Pour mobiliser davantage de plaignants-actionnaires dans cette seconde action de groupe, le cabinet juridique Phi Finney McDonald n'a pas hésité à publier sur son site internet une citation

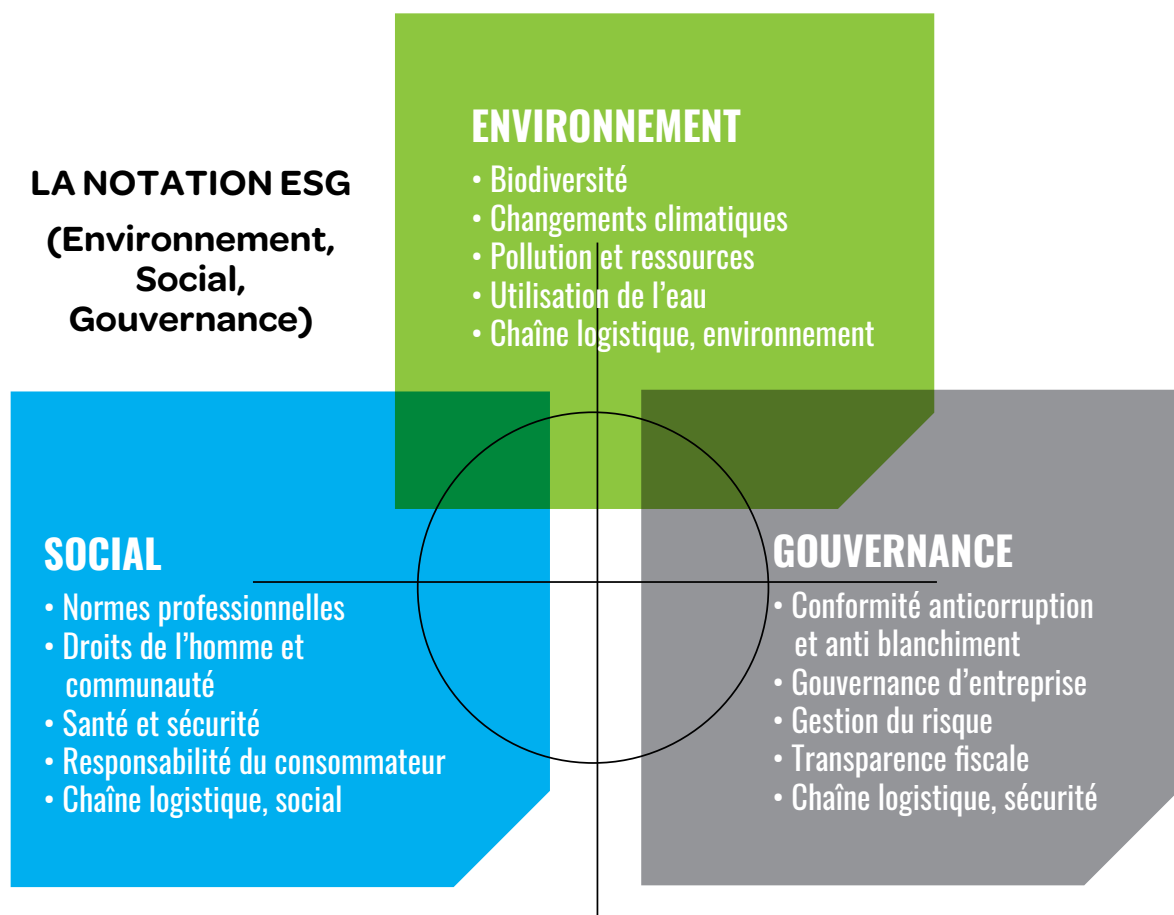
de David Coleman, président du comité économique auprès de la chambre des représentants australienne : « *Il me semble qu'il s'agit là du plus bel exemple de destruction de valeur d'action de l'histoire de l'Australie*<sup>6</sup> ».

L'ancien directeur général de CBA et l'actuel président sont parmi les personnes citées dans les procès, que la banque a annoncé vouloir « défendre vigoureusement ». Comme dans toutes les affaires de ce type, les coûts potentiels pour CBA ne se limitent pas aux règlements des sanctions mais comprennent aussi des frais juridiques conséquents et une atteinte importante à son image de marque.

## LES INVESTISSEURS JUGENT LES ENTREPRISES SUR LEUR POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE (ESG).

De manière croissante, les investisseurs passent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance au crible dans le cadre de leur analyse d'investissement. Ils reconnaissent que des pratiques non éthiques peuvent occasionner de réelles pertes, et inversement que transparence et confiance peuvent générer de réels avantages en terme de performance.

## UNE NOTATION DES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE EST BASEE SUR :



# CONFIANCE EN LA MARQUE ET ACTIVISME DU CONSOMMATEUR

L'activisme du consommateur est loin d'être une nouveauté. Mais les niveaux de défiance vis-à-vis de l'entreprise et du monde des affaires atteignent actuellement des sommets. Le pouvoir des médias sociaux et autres plateformes technologiques ont démultiplié cette défiance aussi bien en termes de d'impact que d'intensité (positive et négative).

« Les exigences et les divisions qui émergent dans la société, combinées à la connectivité entre pairs, fournissent l'équation parfaite pour l'activisme du consommateur. Les marques doivent dorénavant trouver les moyens de gagner non seulement la loyauté mais également la confiance de leurs consommateurs » indique David Armano, directeur de la stratégie mondiale d'Edelman, dans l'une de ses récents posts sur le blog de conseils marketing et relations publiques du groupe<sup>7</sup>.

Il précise ainsi que : « Les consommateurs continueront d'évaluer les marques non seulement en fonction de ce qu'elles leur apportent au quotidien, mais également en fonction des responsabilités qu'elles supportent ou qu'elles incarnent. Ou pour l'exprimer autrement, dans quelle mesure ils sentent qu'ils ont quelque chose en commun avec les valeurs véhiculées par ces marques. Si une marque ne peut pas exprimer ou formuler clairement ses valeurs, elle risque de laisser un champ ouvert à l'interprétation de ses intentions et de ses actions. À eux seuls, les consommateurs activistes forceront les marques à s'interroger : « Que représentons-nous ?<sup>8</sup> ».

En ces temps où la défiance côtoie le scepticisme, pour ne pas dire le cynisme, c'est une question à ne pas prendre à la légère. « Le plus grand risque pour une marque évoluant dans un environnement de méfiance » selon Armano « est d'agir sans authenticité, sous la contrainte ou d'une façon qui peut paraître opportuniste<sup>9</sup> ».

Pour aider les marques de s'améliorer sur ce sujet, en ces temps où l'activisme des consommateurs se généralise, Edelman a identifié les quatre étapes clefs de l'expérience du consommateur, qui chacune entraîne un impact positif ou négatif sur la marque.



## IMAGE DE MARQUE

### IMPACT POSITIF:

Le client a conscience en général de la présence d'une marque et de ses valeurs et les trouve pertinentes.

### IMPACT NEGATIF:

Le client a peu conscience de la marque et de ses valeurs et ne les trouve pas pertinentes.

## AFFINITÉ

### IMPACT POSITIF:

Le client a une grande affinité avec la marque et la recommande.

### IMPACT NEGATIF:

Peu d'affinité avec la marque et infidélité vis-à-vis de la marque.

## RECOMMANDATION DE LA MARQUE

### IMPACT POSITIF:

Le client recommandera la marque aux autres et la mettra en avant.

### IMPACT NEGATIF:

Parlera négativement de la marque et la critiquera activement.

## ACTIVISME

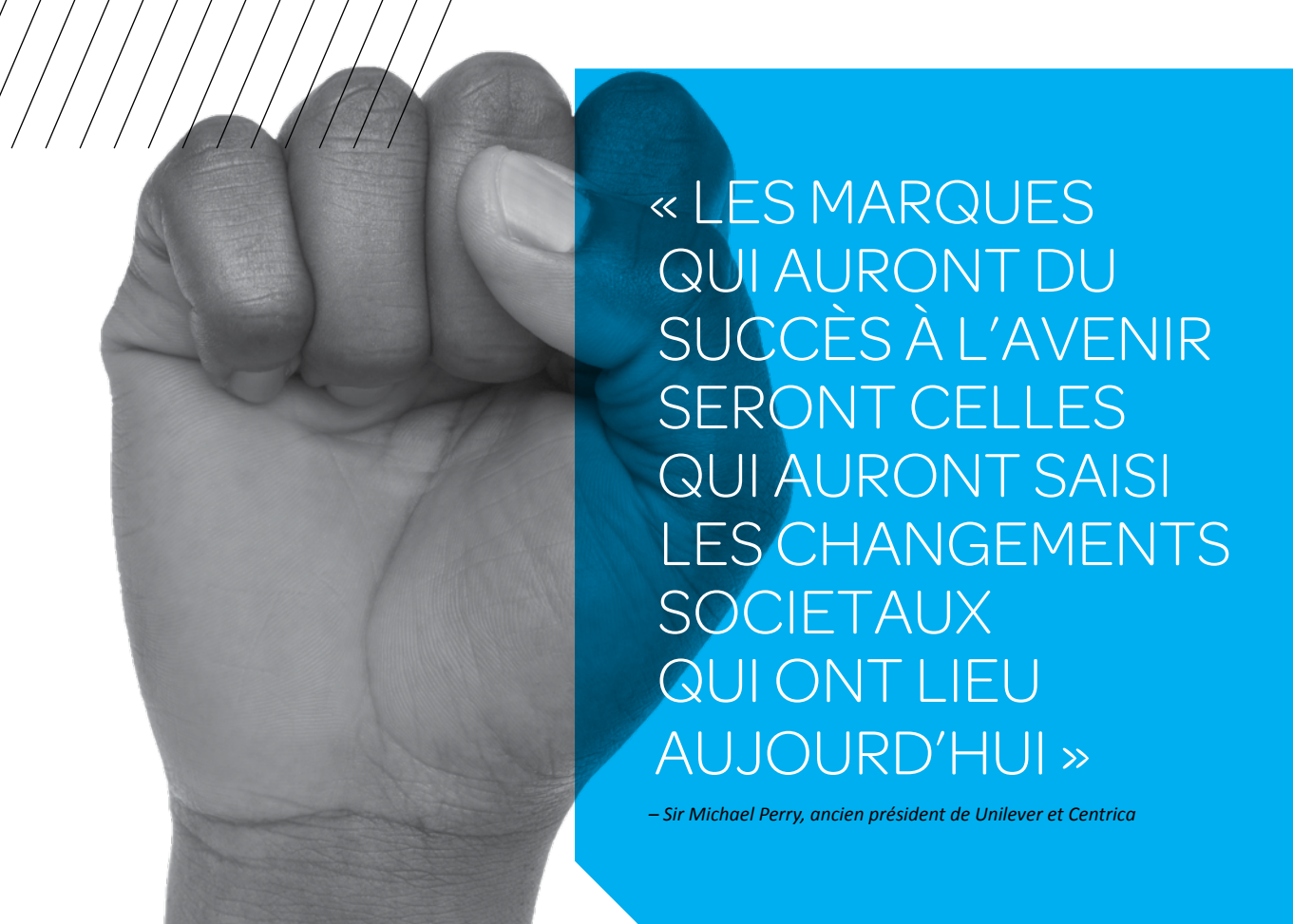
### IMPACT POSITIF:

Défendra activement la marque et agira en faveur de la marque.

### IMPACT NEGATIF:

Agira et causera des dommages de réputation ou financiers à la marque.





« LES MARQUES  
QUI AURONT DU  
SUCCÈS À L'AVENIR  
SERONT CELLES  
QUI AURONT SAISI  
LES CHANGEMENTS  
SOCIÉTAUX  
QUI ONT LIEU  
AUJOURD'HUI »

– Sir Michael Perry, ancien président de Unilever et Centrica

## L'AVÈNEMENT DU CONSOUMATEUR RESPONSABLE

Un sondage récent auprès de 2.000 consommateurs activistes aux États-Unis et en Grande-Bretagne montre l'importance croissante des consommateurs responsables (en opposition aux simples boycotteurs) en matière de comportement d'achats de produits et de services.

Il s'avère que les consommateurs responsables ont lancé en moyenne ces deux dernières années plus d'actions que les simples boycotteurs (5,7 contre 4,5 respectivement)<sup>10</sup>. 83 % des sondés pensent qu'il est important de soutenir les entreprises responsables et 59% qu'il est primordial de boycotter celles qui ne le sont pas<sup>11</sup> ».

« Dans les deux cas de figure, pour les simples boycotteurs

*et pour les consommateurs responsables, s'en prendre aux ventes est moins important que de s'en prendre à l'image » selon l'entreprise en communication Weber Shandwick, qui a commandé le sondage et publié les résultats en janvier 2018<sup>12</sup>.*

*« La principale motivation des consommateurs responsables est de soutenir la réputation d'une entreprise ou d'une marque (pour 48 %). Pour les simples boycotteurs, changer la manière dont une entreprise ou une marque fait du business est le moteur principal (36 %), suivi de près par la nécessité de nuire à sa réputation (35 %) »<sup>13</sup>.*

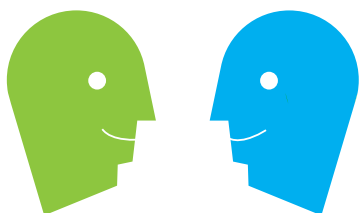
Les 3/4 des simples boycotteurs et des consommateurs responsables étaient d'accord

pour dire que les médias sociaux (Facebook, Twitter, Whatsapp, etc.) augmentaient l'efficacité de leurs actions.

Pour Weber Shandwick, le nombre de consommateurs responsables va excéder celui des simples boycotteurs dans les prochaines années car seuls 1/4 d'entre eux pensent pouvoir infléchir le comportement d'une entreprise par le boycott.

# LES CONSOMMATEURS EXIGENT UNE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE)

Si les investisseurs utilisent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) comme critères pour mesurer les entreprises, les consommateurs regardent davantage les efforts qu'elles déploient en matière de RSE. Mais quels facteurs doivent être pris en compte lors de la mise en place et l'évaluation d'un programme de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) ? La liste d'indicateurs utilisée par EcoVadis (méthodologie appliquée notamment aux chaînes d'approvisionnement) fournit un résumé des problématiques auxquelles les entreprises doivent porter attention dans le domaine de la RSE. Elle prend en considération la taille, la nature des activités et la situation géographique des entreprises<sup>14</sup>.



## SOCIAL (PRATIQUES PROFESSIONNELLES ET DROITS DE L'HOMME)

### Ressources humaines

- Santé et sécurité de l'employé
- Conditions de travail
- Relations professionnelles
- Gestion de carrière et formation

### Droits de l'homme

- Travail des enfants et travail forcé
- Liberté d'association
- Non-discrimination
- Droits fondamentaux et droits de l'homme

### Approvisionnement durable

- Performance sociale des fournisseurs



## ENVIRONNEMENT

### Opérations et produits

- Consommation d'énergie
- Eau
- Biodiversité
- Pollution locale
- Matériaux, produits chimiques et déchets
- Émissions atmosphériques
- Gaz à effet de serre
- Utilisation des produits et fin de vie du produit
- Santé et sécurité du client

### Approvisionnement durable

- Performance environnementale du fournisseur



## ÉTHIQUE

### Pratiques professionnelles éthiques

- Corruption passive et active
- Pratiques anti-concurrentielles
- Relations de travail

### Approvisionnement durable

- Sécurité des données

## LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES : DES OBJECTIFS A SAISIR

Les objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies en 2015 sont au nombre de 17. Ils se proposent de « *mettre fin à la pauvreté, de protéger la planète et d'assurer la prospérité de tous*<sup>15</sup> ». Tous ces objectifs, quelque peu interdépendants, comportent une liste de buts bien définis à atteindre d'ici 2030.

Les objectifs de développement durable couvrent des problématiques de développement social et économique, y compris la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, la justice sociale, l'environnement, les changements climatiques, l'énergie, la croissance économique et professionnelle, l'innovation industrielle et l'infrastructure. Ainsi que la consommation responsable et la production.

Selon les Nations Unies, pour que les objectifs soient atteints, chacun doit y mettre du sien : les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

La commission pour le développement durable et les affaires, basée à Londres, œuvre au côté des entreprises pour renforcer leur alignement avec ces objectifs.

Dans son rapport de 2017, « *De meilleures affaires pour un monde meilleur* », la commission indique que les objectifs ont ouvert la voie à 12 milliards de \$ d'opportunités de marché dans quatre des secteurs économiques analysés par la commission, à savoir, l'alimentation et l'agriculture, les villes, l'énergie et les matières premières ainsi que la santé et le bien-être<sup>16</sup>.

*« Pour saisir ces opportunités, les entreprises doivent poursuivre un objectif de responsabilité sociale et environnementale aussi avidement qu'elles convoiteraient des parts de marché et l'augmentation de la valeur de leurs actions. Si un nombre critique d'entreprises nous rejoint dès à présent, nous formerons ensemble une force que l'on ne pourra pas arrêter. Dans le cas contraire, les coûts et l'incertitude liés au développement non durable pourraient augmenter jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun*

*monde viable dans lequel faire des affaires »* selon le rapport<sup>17</sup>.

A l'occasion d'un forum professionnel des Nations Unies en 2017, des organisations de premier plan et des institutions du secteur privé, des institutions publiques et des associations, y compris la chambre de commerce internationale et le réseau international Agri-Food, ont publié un communiqué sur l'opportunité et l'importance de se fixer des objectifs en matière de développement durable. « *Les objectifs en matière de développement durable fournissent à toutes les entreprises un prisme nouveau et de nouvelles opportunités commerciales* », indique le rapport<sup>18</sup>. « *L'adoption de ces normes permettra aux entreprises de mieux gérer leurs risques, d'anticiper la demande du consommateur, de se positionner sur des marchés en croissance, de sécuriser l'accès aux ressources nécessaires et de renforcer leurs chaînes d'approvisionnement, tout en positionnant le monde sur le chemin du développement durable et inclusif*<sup>19</sup> ».



## INVESTIR DANS UN MONDE DURABLE

Les profils de risque des entreprises en matière de développement durable et leur compréhension des opportunités d'affaires liées au développement durable sont des sujets de préoccupation croissante pour les investisseurs. Des opportunités d'affaires considérables soutenant pro activement ces objectifs sont donc en train de naître.

Dans le secteur financier hollandais, 18 institutions financières, gérant 2.900 milliards d'actifs, œuvrent actuellement de concert « pour accélérer

*l'investissement dans des thèmes liés aux objectifs de développement durable<sup>20</sup> ». Deux de ces institutions ont mis au point une méthodologie standard pour identifier les opportunités d'investissement en relation avec 13 des objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies.*

En Juin dernier, Bloomberg de son côté couvrait le lancement du fond d'investissement danois d'objectifs de développement durable (« *Danish SDG Investment Fund* »), qui souhaite investir près de 30 milliards de couronnes (soit 4,7 milliards de \$) dans les pays en voie de développement<sup>21</sup>. Un engagement

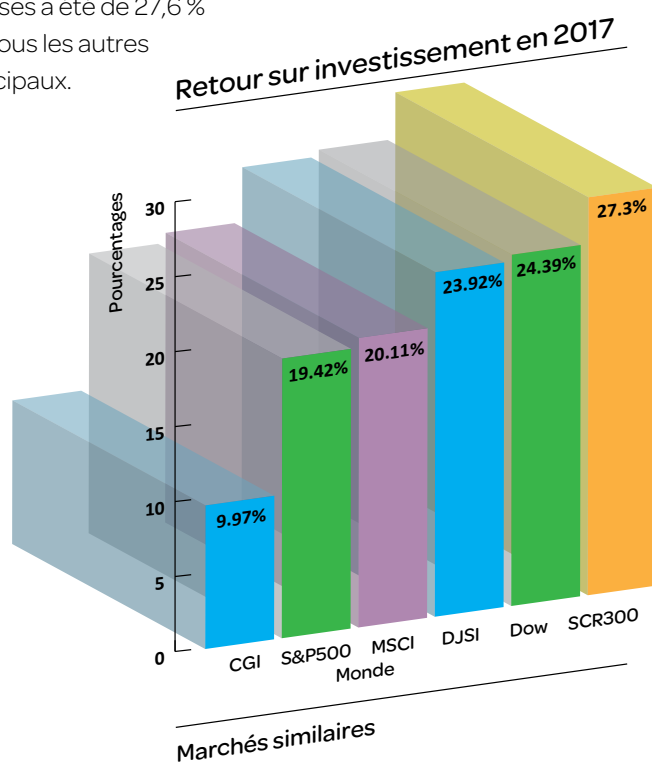
initial en capital à hauteur de 4,1 milliards de couronnes provient de 6 fonds de pension, du gouvernement du Danemark, du fond d'investissement basé à Copenhague pour les pays émergents et d'investisseurs du secteur privé. Christian Hyldahl, directeur général d'ATP, l'un des fonds de pension impliqué indiquait : « *Il s'agit d'un marché en croissance et il y aura de nombreuses opportunités... Nous pensons que ces investissements prendront une part plus importante dans notre portefeuille<sup>22</sup> ».*

## LE DÉVELOPPEMENT DURABLE RAPPORTE DES DIVIDENDES

Selon les résultats d'une nouvelle étude, les sociétés ayant adopté les objectifs de développement durable des Nations Unies et constitué des fonds d'investissement, ont surperformé en matière de retours d'investissements en 2017.

L'institut des indices de développement durable mondial des Nations Unies (UN Global Sustainability Index Institute) a analysé les rapports annuels et les comptes publics de 400 des plus grandes sociétés au monde et plus particulièrement au sein de ce groupe, les performances des 300 entreprises engagées sur des objectifs de développement durable et ayant constitué des fonds<sup>23</sup>. Durant la première année

de fonctionnement du fond, le retour sur investissement de ces entreprises a été de 27,6 % dépassant tous les autres indices principaux.



## DYNAMISER L'INVESTISSEMENT AVEC LES OBJECTIFS ESG ET LA RSE

Le respect des normes mondiales ESG et de responsabilité sociale des entreprises (RSE) est donc devenu un levier important pour les entreprises souhaitant s'aligner sur les exigences de leurs actionnaires.

Comme nous l'avons vu, ces derniers ont bien compris que le respect de ses normes était un gage en matière de conformité et de sources futures de profits. Pour pouvoir évaluer les efforts consentis, les actionnaires font donc de plus en plus pression sur les entreprises, pour qu'elles publient leurs performances en matière de développement durable voire même qu'elles participent au développement de normes de divulgation.

Pour apporter les preuves de leur engagement, les entreprises peuvent s'appuyer sur de nombreux modèles et classements, au sein desquels elles pourront par ailleurs être classées. Les matrices, les indices et les systèmes de classification ESG et RSE incluent :

**Le « United Nations Global Compact » :** c'est l'initiative la plus importante au monde en matière de responsabilité d'entreprise et de développement durable avec 13.000 entreprises participantes et autres parties prenantes. Elle encourage les entreprises à adopter des politiques de développement durable et sociales responsables et rend compte de leurs mises en place. Cette initiative intègre 10

principes dans sa matrice (dans le domaine des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption) et catalyse les actions pour soutenir les objectifs plus larges des Nations Unies dans le domaine du développement durable.

**Le « Conseil des normes comptables en matière de développement durable » :** Constitué en 2011, le SASB (Sustainability Accounting Standards Board) est un organisme indépendant et issu du secteur privé. Le Conseil a travaillé dans le cadre du système actuel américain de réglementation financière (FASB, Form 10-K) en défendant l'intégration des mesures sociales et environnementales, aujourd'hui considérées comme importantes pour le développement durable<sup>24</sup>. Son système de classification industrielle de développement durable couvre 10 secteurs et plus de 80 industries. L'organisme dont le nombre de membres s'accroît rapidement, compte des détenteurs et gestionnaires d'actifs de premier plan, représentant plus de 21 milliards d'actifs. Tous se sont engagés à améliorer la qualité et la mise en comparaison des publications en matière de développement durable, à destination des investisseurs.

**Le « Conseil des normes de publication sur le climat » :** Organisation à but non lucrative basée à Londres, qui référence les normes existantes plutôt que d'en créer de nouvelles. Elle fournit aux entreprises un outil qui leur permet de publier au sein de leurs rapports financiers, leurs impacts climatiques en tenant compte du reporting réglementaire et

volontaire ainsi que des règles commerciales liées au carbone<sup>25</sup>.

La série d'indices « **FTSE4Good** » : Indices référentiels boursiers (USA, Royaume-Uni, Union Européenne, Australie, Japon, pays émergents, ASEAN, etc.) du FTSE qui s'appliquent aux entreprises qui adhèrent aux normes de responsabilité d'entreprise reconnues, telles que le soutien aux droits de l'homme, les progrès en matière de développement durable pour l'environnement, la mise en place et le suivi de normes professionnelles de qualité (chaînes logistiques interne et externe) ou la lutte contre la corruption active et passive<sup>26</sup>. Sont automatiquement exclus les entreprises de tabac, les fabricants d'armes et les producteurs d'énergie nucléaire. Les sociétés de pétrole et de gaz font l'objet d'une évaluation, et leur intégration est fonction de leurs efforts pour évoluer vers des opérations plus respectueuses de l'environnement.

**« EcoVadis » :** Comme indiqué précédemment, EcoVadis a développé une plateforme collaborative délivrant des notes de développement durable aux fournisseurs ayant des chaînes d'approvisionnement mondiales. Depuis sa création en 2007, EcoVadis accompagne plus de 200 multinationales dans le domaine, y compris Verizon, Nestlé, Johnson & Johnson, Heineken, Coca-Cola entreprises, Nokia, L'Oréal, Bayer, ou Air France-KLM. Sa méthode d'évaluation de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) s'appuie sur 22 indicateurs et couvre 190 catégories d'achats dans 150 pays<sup>27</sup>.



## EXEMPLE CONCRET : FOND D'INVESTISSEMENTS & CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les sociétés qui ne gèrent pas les risques liés au changement climatique risquent de se retrouver exclues de l'indice « *Legal and General Investment Management's Future World Index* » du fond d'investissement LGIM, annonce un rapport récent de BBC News<sup>28</sup>. En faisant cette annonce en juin dernier, LGIM, l'un des fonds d'investissement les plus importants en Europe, a fait savoir que lorsque les sociétés présentes dans un de ces fonds ne répondaient pas à ces exigences, il voterait contre la réélection des administrateurs du conseil.

La *China Construction Bank* a été citée en tant que l'une des pires contrevenantes. Selon LGIM, bien que la banque soit l'investisseur le plus important dans le domaine de l'extraction de charbon et de biens d'équipement associés, et qu'elle ait augmenté sa participation sous la forme de prêts dans des projets « verts », elle n'est pas suffisamment transparente sur l'impact de ses activités en matière d'émissions de gaz à effet de serre<sup>29</sup>. LGIM mentionne également le géant du pétrole russe Rosneft, le taxant de traînard pour avoir produit un rapport sur le développement durable de 144 pages tout en occultant totalement le sujet du changement climatique.

## GAGNER LA CONFIANCE GRACE A LA TRANSPARENCE

Les attentes en matière d'éthique vont donc s'accroître. Prenant note de cette tendance, le *Harvard Business Review* notait en début d'année : « *Nous sommes à un tournant, du même acabit que la transition entre l'analogique et le digital, ou de la prise de conscience autour de la mondialisation. Les sociétés commencent à réaliser que de prêter attention au long terme, à l'image de leurs entreprises et aux conséquences sociales que peuvent avoir leurs produits peut être source de profits*<sup>31</sup> ». Mais si vous n'avez pas d'ores et déjà une stratégie ESG ou de responsabilité sociale d'entreprise RSE, par où commencer ?

Vous pouvez commencer par instaurer une culture de l'intégrité au sein de votre organisation. Donner le ton par le haut est une 1<sup>ère</sup> étape, comme l'a fait le directeur général de Blackrock, Larry Fink dans une lettre, où il conseille les entreprises à considérer la responsabilité sociale (RSE) comme un investissement du futur. Il écrit : « *Pour prospérer sur le long terme, chaque entreprise doit non seulement produire des résultats financiers mais également montrer de quelle manière elle contribue positivement à la société. Les entreprises doivent être profitables pour toutes leurs parties prenantes, y compris les actionnaires, les employés, les clients et les communautés au sein desquelles elles opèrent*<sup>32</sup> ».

Une culture de l'intégrité exige aussi :

- Des valeurs d'organisation claires qui expriment l'engagement de l'entreprise ;
- Des mandats opérationnels et des priorités qui s'alignent avec votre stratégie ESG ou de RSE ;
- Faire des directeurs et des employés des relais pour vos normes ;
- Exiger une prise de responsabilités dans les actions et dans le reporting ;
- Gratifier les actions positives par des récompenses et décourager les comportements négatifs par des sanctions.

Votre organisation doit aussi réduire le risque de manquements éthiques potentiellement causés par l'action de parties tierces, qu'il s'agisse de clients, de partenaires commerciaux, de fournisseurs ou d'autres agents intervenant pour le compte de l'entreprise. Comme nous l'avons vu, les actions néfastes d'une partie tierce pourraient réduire vos bonnes actions en matière d'ESG et de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) à néant. En mettant en place un processus de due diligence basé sur les risques avec un contrôle constant des entités à risque, vous pouvez réduire les risques de réputation, réglementaires, financiers et stratégiques qui pèsent sur votre entreprise. Lorsque cette approche est combinée avec le respect des obligations contractuelles à l'égard des parties tierces qui sont basées sur l'éthique, l'engagement de votre entreprise devient transparent pour tous.

# « IL EST TOUJOURS TEMPS DE FAIRE CE QUI EST JUSTE »

- Martin Luther King, chef de file des droits civils et Prix Nobel de la paix

- 1 “Wal-Mart’s FCPA And Compliance Related Expenses Stand At \$738 Million – Expected To Grow To Approximately \$850 Million,” FCPA Professor. February 23, 2016. Accessed at: <http://fcpaprofessor.com/wal-marts-fcpa-and-compliance-related-expenses-stand-at-738-million-expected-to-grow-to-approximately-850-million/>
- 2 “Global Compliance Program Report on Fiscal Year 2014,” Walmart.com. January 2015. Accessed at: <https://corporate.walmart.com/global-responsibility/global-compliance-program-report-on-fiscal-year-2014>
- 3 “Industry Overview—The World of Shareholder Actions,” Institutional Protection Services Ltd (IPS). Accessed at: <http://www.institutionalprotection.com/securities-litigation/industry-overview/>
- 4 Stempel, Jonathan. “A lawsuit a day: U.S. securities class actions soar,” Reuters. June 24, 2018. Accessed at: <https://www.reuters.com/article/us-stocks-classaction/a-lawsuit-a-day-u-s-securities-class-actions-soar-idUSKBN1F12FM>
- 5 “U.S. pension funds in CBA class action,” SBS News. April 10, 2018. Accessed at: <https://www.sbs.com.au/news/us-pension-funds-in-cba-class-action>
- 6 Hancock, James. “Commonwealth Bank shareholders launch class action over money-laundering scandal,” ABC News. October 9, 2017. Accessed at: <http://www.abc.net.au/news/2017-10-09/commonwealth-bank-shareholder-class-action-set-to-get-underway/9029988>
- 7 Armano, David. “The Rise of Consumer Activism in an Era of Distrust,” Edelman.com February 6, 2017. Accessed at: <https://www.edelman.com/post/rise-of-consumer-activism-in-era-of-distrust/>
- 8 IBID
- 9 IBID
- 10 “Battle of the Wallets: The Changing Landscape of Consumer Activism,” Weber Shandwick & KRC Research. January 31, 2018. Accessed at: [https://www.webershandwick.com/wp-content/uploads/2018/05/Battle\\_of\\_the\\_Wallets.pdf](https://www.webershandwick.com/wp-content/uploads/2018/05/Battle_of_the_Wallets.pdf)
- 11 IBID
- 12 IBID
- 13 IBID
- 14 “CSR Assessment Methodology,” EcoVadis. Accessed at: <https://www.ecovadis.com/methodology/>
- 15 “17 Goals to Transform the World,” United Nations Sustainable Development Goals. September 25, 2015. Accessed at: <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>
- 16 “Better Business, Better World Executive Summary,” Business & Sustainable Development Commission. January 2017. Accessed at: <http://report.businesscommission.org/uploads/Executive-Summary.pdf>
- 17 IBID
- 18 “Business is stepping up for transformational partnerships,” International Chamber of Commerce. July 18, 2017. Accessed at: <https://iccwbo.org/media-wall/news-speeches/business-stepping-transformational-partnerships>
- 19 IBID
- 20 “Dutch Financial Institutions Recommend SDG Investment,” IISD. January 17, 2017. Accessed at: <http://sdg.iisd.org/news/dutch-financial-institutions-recommend-sdg-investment/>
- 21 Wienberg, Christian. “A \$120 Billion Danish Investor Has Big Plans for Sustainability,” Bloomberg. June 7, 2018. Accessed on: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-07/a-120-billion-danish-investor-has-big-plans-for-sustainability>
- 22 IBID
- 23 “United Nations Global Sustainability Impact Institute Foundation & United Way Announce Partnership,” United Way Press Release. January 30, 2018. Accessed at: <https://www.unitedway.org/the-latest/press/united-nations-global-sustainability-impact-institute-foundation-united-way>
- 24 Sustainability Accounting Standards Board. Accessed at: <https://www.sasb.org/>
- 25 Climate Disclosure Standards Board. Accessed at: <https://www.cdsb.net/>
- 26 FTSE Russell. Accessed at: [www.ftserussell.com](http://www.ftserussell.com)
- 27 “CSR Assessment Methodology,” EcoVadis. Accessed at: <https://www.ecovadis.com/methodology/>
- 28 “Legal & General target climate change laggards,” BBC News. June 11, 2018. Accessed at: <https://www.bbc.com/news/business-44430882>
- 29 IBID
- 30 IBID
- 31 Henderson, Rebecca M. “More and More CEOs are Taking Their Social Responsibility Seriously,” *Harvard Business Review*. February 12, 2018. Accessed at: <https://hbr.org/2018/02/more-and-more-ceos-are-taking-their-social-responsibility-seriously>
- 32 Fink, Larry. “A Sense of Purpose: Larry Fink’s Annual Letter to CEOs,” BlackRock. January 2018. Accessed at: <https://www.blackrock.com/corporate/investor-relations/larry-fink-ceo-letter>

# Pourquoi LexisNexis Business Information Solutions (BIS) ?

Depuis plus de 40 ans, LexisNexis BIS aide les entreprises à rentabiliser leurs activités en leur permettant d'établir et d'entretenir des relations de confiance avec l'ensemble des acteurs de leur écosystème. Grâce à des technologies innovantes et un portefeuille de solutions et de services complet (Logiciels, SaaS et API), nous aidons nos clients à atténuer leurs risques commerciaux, à atteindre leurs objectifs stratégiques, à mieux rentabiliser leurs investissements et à prendre des décisions éclairées.

**LexisNexis Business Information Solutions propose des modules de produits rentables, flexibles ainsi que le fonds de contenus le plus complet du marché :**

- Liste de personnes politiquement exposées (PPE), listes de surveillance et vérification des informations négatives ;
- Due diligence raisonnable et renforcée ;
- Surveillance proactive des risques liés à la chaîne d'approvisionnement et aux tiers, sur la base des indicateurs de risque PESTEL ;
- Services externalisés de due diligence, de compliance et de conseil en matière de risque ;
- Intégration de contenus et flux de données dans les systèmes propriétaires via des API.

## Pour plus d'informations :

Consultez notre site web :



[bis.lexisnexis.fr](https://bis.lexisnexis.fr)

Suivez toute notre actualité :



[@BISlexisnexis](https://twitter.com/BISlexisnexis)



[bis.lexisnexis.fr/blog](https://bis.lexisnexis.fr/blog)

Contactez-nous pour une démo personnalisée :



+33 1 71 72 48 51



[contactBIS@lexisnexis.fr](mailto:contactBIS@lexisnexis.fr)